

L'ultime recours du hacker McKinnon épuisé

Depuis 2002, le pirate américain **Gary McKinnon** tente de faire entendre son cas afin d'éviter son extradition vers les **Etats-Unis**. Celui qui se fait appeler le **chasseur d'ovnis** pourrait bien avoir [utilisé tous ses recours](#) devant les juridictions anglaises.

Celui que les autorités américaines surnomment le pirate le plus dangereux du Net allait même jusqu'à [admettre avoir violé des lois britanniques](#) afin d'éviter une lourde peine américaine. Il faut dire que cet **écossais de 42 ans** avait fait très fort. Il est accusé par les services américains d'avoir piraté pas moins de 97 ordinateurs de la **NASA** et du département de la Défense des Etats-Unis.

Un pied de nez intolérable pour les autorités de l'Oncle Sam qui comptent le condamner à pas moins de **70 ans de prison**. D'autant que la ligne de défense du hacker est des plus sibylline. Il a avoué le but de ses ballades sur le réseau : trouver des traces eventuelles de vie extra-terrestre.

Cette fois c'est donc le **Crown Prosecution Service** (CPS) qui a rejeté sa demande. Ce service non-ministériel est compétent pour juger des **affaires de nature criminelles commises sur le territoire anglais et gallois**. Pour autant, la juridiction a établi qu'elle n'était aucunement compétente pour juger du cas du hacker. L'avocat de [Gary McKinnon](#) a expliqué que pour le CPS le **meilleur endroit pour être jugé restait le sol américain**. La juridiction de la Couronne britannique met donc en échec le système de défense du pirate basé sur le **Computer Misuse Act de 1990** et selon sa déposition reconnaissant les faits.

Le Crown Prosecution Service a estimé que les éléments portés au dossier ne sont pas aussi probants que ceux présentés par les Etats-Unis. A l'appui de leur argumentaire, le service a estimé que les **dégâts ont été causés sur le sol américain** et que la compétence leur revenait de droit.

Sauf accord politique, toutes les voies de recours juridiques semblent désormais utilisées afin d'éviter à McKinnon d'être [extradé](#) vers les Etats-Unis.